Le Figaro, mercredi 26 juin 2024 1067 mots, p. 6

Le match du chiffrage des projets

L'appréciation des mesures divise les économistes. Celles du Nouveau Front populaire suscitent de violentes controverses.

de Guigné, Anne

La fièvre a aussi gagné le monde feutré des économistes. « *Idiot utile* », « *défenseur du fascisme* »... Les noms d'oiseaux volent en escadrille depuis dix jours sur les réseaux sociaux et dans les boucles d'échanges, habituellement dédiées à des sujets techniques, de ces universitaires policés. Après avoir coécrit avec le prix Nobel Jean Tirole une tribune dénonçant le programme économique du RN, l'ancien chef économiste du FMI (Fonds monétaire international) Olivier Blanchard s'est fendu d'un long message sur le réseau X (ex-Twitter) pour expliquer que les mesures prévues par le Nouveau Front populaire (NFP) seraient encore plus néfastes pour la France. Six économistes de gauche ont répondu par un article dénonçant sa « *faillite morale* ».

Aucune peinture ne bataillant pour le RN, c'est le programme du NFP qui nourrit les échanges les plus passionnés. Les économistes oeuvrant pour la coalition de gauche, dont Julia Cagé, professeur à Sciences Po, ou Éloi Laurent, membre de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) l'ont chiffré. Selon leur estimation, d'ici à 2027, les mesures prévues (augmentation des fonctionnaires, gratuité complète de l'école, rénovations des bâtiments, garantie d'autonomie pour la jeunesse...) coûteraient 150 milliards d'euros, avec « *des recettes mises en face de chaque dépense* », selon Julia Cagé.

Cette vision statique suscite en face des commentaires dubitatifs. « *C'est ignorer l'effet Laffer, à savoir que « trop d'impôt tue l'impôt » : de fait, les baisses d'impôt et le passage à la flat tax en 2017 ont eu pour effet d'augmenter les revenus fiscaux* », a rétorqué Philippe Aghion, professeur au Collège de France, dans un papier aux *Échos*. Dans le détail, le NFP estime que ses premières mesures prévues dès cet été, s'il arrivait au pouvoir - hausse de 10 % des fonctionnaires, abrogation des réformes des retraites et de l'assurance-chômage, gratuité de l'école, augmentation des APL - grèveraient les dépenses publiques de 25 milliards d'euros.

Dans une démonstration étayée, le professeur assistant à la Wharton School de l'université de Pennsylvanie, Sylvain Catherine, évalue de son côté la facture de ces dispositifs à 50 milliards d'euros, la seule augmentation des fonctionnaires grim pant à 22 milliards. Les mesures les plus complexes à chiffrer du programme concernent sans doute l'augmentation du smic à 1 600 euros par mois et le blocage des prix des biens de première nécessité. La coalition, dans une lecture keynésienne un peu scolaire, estime que ces « *dépenses stimuleront immédiatement la demande et la consommation populaire, enclenchant un cycle positif de relance de l'activité* ». Autrement dit, elles ne coûteront rien.

Loin de cette vision idyllique, selon Philippe Aghion, la seule augmentation du smic obligerait l'État à dépenser des « *dizaines de milliards supplémentaires* » pour éviter la destruction de plusieurs centaines de milliers d'emplois. L'iFrap estime de son côté que la mesure appliquée à la fonction publique grèverait de 2,2 milliards d'euros le budget de l'État. Considérant l'ensemble des effectifs, les économistes d'Allianz penchent pour un coût de 7

milliards. Quant à l'Institut Montaigne, son estimation se rapproche de celle d'Aghion avec une facture de 19 milliards d'euros.

L'appréciation d'Olivier Blanchard n'est pas plus rose. Selon lui, en cas de smic à 1 600 euros, *«l'augmentation de leurs coûts provoquera la faillite de nombreuses entreprises, beaucoup d'autres licencieront des salariés pour retrouver de la compétitivité, toutes couperont dans leurs investissements et la croissance plongera»*. Peu d'économistes se sont risqués à quantifier le volet blocage des prix. L'Institut Montaigne s'avance sur une facture de 24 milliards en moyenne rappelant que *«sur le marché de l'énergie, le dispositif spécifique de régulation en vigueur prévoit aujourd'hui une compensation du blocage ou de la régulation des prix»*.

Le programme du RN surprend de son côté par sa plasticité. Qualité étonnamment appréciée des Français, qui si on en croit les sondages, font bien plus confiance au RN qu'aux autres blocs pour gérer les finances publiques. Tout à son souci de « rassurer » marchés et investisseurs, Jordan Bardella n'a cessé depuis dix jours de limer mesure après mesure les totems de la présidentielle 2022. Désormais, le parti, qui semble, à écouter le candidat à Matignon, presque converti à la politique de l'offre, s'engage, en cas de victoire, sur un paquet réduit de dispositifs. Qu'il ne s'embête d'ailleurs pas à chiffrer : baisse de la TVA sur l'ensemble des produits énergétiques et renégociation au niveau européen des règles de fixation des prix de l'électricité.

L'Institut Montaigne chiffre à plus de 11 milliards d'euros par an la réforme de la TVA. Son coût *«pourrait toutefois être atténué par une consommation plus importante des ménages à la suite de la baisse de la fiscalité»*, précisent ses experts. Le dispositif contrecarre ainsi de plain-pied toute considération de transition énergétique. Les calculs de la fondation iFrap aboutissent de leur côté sur une baisse des recettes de l'ordre de 17 milliards.

À l'automne, lors du projet de loi de financement de la Sécurité sociale, ce sera le temps de la réforme des retraites. *«Les Français qui ont commencé à travailler avant 20ans et qui justifient de 40annuités, pourront partir à la retraite dès 60ans»*, a assuré Jordan Bardella, en présentant son programme mardi. Le reste de la réforme, tel que l'a proposée Marine Le Pen en 2022, sera éventuellement mis en place plus tard. Tout dépendra des conclusions de la *«commission d'évaluation des comptes publics»* qui, à écouter l' élu, lui révélerait enfin ses marges de manoeuvre. Un flou savamment entretenu qui ferait pencher, selon les représentants du NFP, le RN vers une nouvelle forme de macronisme.

Les chiffres du côté d'Ensemble, le bloc centriste emmené par Gabriel Attal, donnent moins le tournis. La majorité actuelle tente en effet de tracer un chemin de crête entre soutien au pouvoir d'achat et sérieux budgétaire. Sa mesure la plus coûteuse selon l'Institut Montaigne serait la suppression des frais de notaire pour les primo-accédants lors de l'achat d'un bien inférieur à 250 000 euros, estimée par le cercle de réflexion à 3,3 milliards d'euros. La coalition comme l'iFrap, la chiffre de son côté à 2 milliards d'euros, soit le montant de la fameuse baisse d'impôts pour les classes moyennes dont la promesse avait été réitérée en janvier par le président. A DE G